Séance plénière du 8 octobre 2026
Discours d'ouverture du Président du Conseil départemental

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Cet hiver, nous avons été touchés par des pluies intenses et des inondations. Cet été, nous avons subi et nous subissons toujours des épisodes de canicule et de sécheresse exceptionnels tant par leur précocité, leur intensité et leur durée.

Je voudrais d'abord rendre hommage à celles et ceux qui se sont mobilisés pour protéger les Finistériens : les pompiers et les agriculteurs, qui étaient encore sur le terrain lundi pour maîtriser un incendie au Menez Hom, les élus, les professionnels du secteur médico-social, nos agents et tant d'autres. Qu'ils en soient tous chaleureusement remerciés.

S'agissant des sapeurs-pompiers, permettez-moi d'insister sur ce soutien en raison de l'actualité. A plusieurs reprises, ces derniers jours, ils ont en effet été pris pour cible lors de manifestations, à Brest, par des casseurs politisés, toujours les mêmes.

Si le droit de manifester doit être protégé, si l'inquiétude de notre jeunesse doit être entendue, si certaines revendications sont légitimes, en particulier s'agissant de l'orientation et de la médecine scolaire, il est intolérable que certains s'en prennent à nos pompiers, à nos policiers, à nos enseignants, de même qu'il est intolérable qu'on s'en prenne à des bâtiments publics et qu'on endommage des lycées.

J'appelle au retour au calme, j'appelle à l'établissement d'un dialogue serein au sein des lycées bloqués, et j'appelle à la reprise des cours en n'oubliant pas que la grande majorité des lycéens n'a jamais voulu cesser d'étudier.

J'ajoute que nous voterons tout à l'heure notre rapport annuel au bénéfice des collèges, dont les crédits sont en hausse, et qui visent à offrir à nos jeunes qui le méritent bien, des bâtiments modernes, une restauration de qualité et de belles activités éducatives qui visent à enrichir leur scolarité.

1. Le Département est là face aux crises

Mes chers collègues, j'évoquais la crise climatique que nous traversons, et les trois premiers rapports qui vous sont présentés traduisent de manière très

concrète notre engagement pour répondre à cette crise, et accélérer l'adaptation du Finistère à un climat qui change.

a) Sur la méthode

Sur la méthode, **le Département doit à la fois répondre aux urgences tout en pensant au long terme**. Ainsi dans le domaine agricole, on ne peut pas se contenter d'aides d'urgence en éludant la question du stockage de l'eau, de l'adaptation des bâtiments d'élevage, de l'évolution des cultures. Mais dans le sens contraire, il serait complètement irresponsable de parler du long terme sans voir que des centaines d'exploitations agricoles sont en péril imminent.

Sur la méthode toujours, **le Département doit être au rendez-vous de ses compétences obligatoires, sans hésiter à sortir de ses compétences obligatoires**. Nous pourrions par exemple attendre que l'Etat résolve tous nos problèmes, et j'ai en mémoire que notre opposition s'est opposée à la location d'un hélicoptère bombardier d'eau au motif que c'était à l'Etat de le financer seul. Nous aurions pu attendre longtemps, et heureusement que nous avons avancé.

b) Aujourd'hui, nous devons être là pour nos agriculteurs

Et c'est l'objet du premier rapport soumis à votre examen.

L'aide d'urgence que je vous propose d'adopter est cohérente avec la politique de soutien engagée depuis le début de notre mandat, qu'il s'agisse de l'augmentation de la DJA, ou du financement de grandes infrastructures comme Végénov ou l'abattoir du Faou.

L'aide d'urgence que je vous propose d'adopter est à la mesure de la place qu'occupe l'agriculture dans notre Département, où elle crée avec l'industrie agroalimentaire pas moins de 42 000 emplois.

L'aide d'urgence que je vous propose d'adopter est surtout nécessaire, pour aider nos agriculteurs à traverser une crise très grave : mauvaises récoltes, prairies dégradées, stocks de fourrage consommés avant l'automne… Les agriculteurs, les jeunes en particulier, sont en détresse, les trésoreries sont au plus bas, et les prévisions pour l'année prochaine sont déjà mauvaises.

Face à cette situation, l'État qui n'a plus d'argent, a débloqué 250 millions de crédits d'urgence au plan national, soit 3,8 millions d'euros pour le Finistère. Si

l'on considère qu'au moins 1 000 exploitations sont en grande difficulté, on mesure combien ce montant est insuffisant.

Et croyez bien, mes chers collègues, que j'aurais préféré que l'Etat, comme la Région dont c'est la compétence et qui n'a pas encore mis un euro sur la table, mettent des moyens à la hauteur de cette crise historique – et je parle de vrais moyens, de moyens d'urgence, en trésorerie, pas de prêts ou d'aides à long terme, qui ne serviront à rien si les faillites s'enchaînent.

C'est ainsi que je vous propose de sortir une fois de plus de notre champ de compétences, pour doubler cette enveloppe, en mobilisant à notre tour 3,8 millions d'euros.

Ne nous méprenons pas : je ne veux pas opposer le court terme et le long terme.

Après avoir aidé les exploitations à passer l'hiver, nous devrons anticiper l'été 2027 et tous les étés qui suivront.

Notre plan agriculture comprend déjà des mesures pour accompagner la transition agricole. Elles devront être complétées, et le Département prendra sa part aux actions engagées par l'Etat ou la Chambre d'agriculture, notamment pour permettre aux agriculteurs d'avoir accès à l'eau.

c) <u>Nous devons aussi être là pour nos sapeurs-pompiers</u>

Depuis le début du mandat, et singulièrement depuis les incendies de l'été 2022, le Département a fortement augmenté sa contribution au SDIS, en complément du financement apporté par le bloc communal.

Si aucun départ de feu n'a dégénéré cet été, et Dieu sait qu'ils ont été nombreux, on le doit d'abord au courage et au professionnalisme des pompiers, et j'ai naturellement une pensée pour les pompiers morts au feu cet été, comme pour ceux des nôtres qui sont partis se battre en Gironde et ailleurs.

Mais on le doit aussi à l'effort de rattrapage et d'investissement qui a été engagé, qu'il s'agisse des caméras de télédétection que nous avons installées, du matériel que nous avons renouvelé, des crédits exceptionnels que nous avons négociés avec le ministre de l'Intérieur, ou encore de l'hélicoptère bombardier d'eau que nous avons loué, et qui a encore contribué à éteindre 57 incendies cet été.

Cet été hors norme que nous venons de vivre a entraîné 300 000 euros de dépenses imprévues pour les pompiers, et le rapport qui vous est soumis propose de les prendre à notre charge pour ne pas grever le budget du SDIS.

Ce rapport propose surtout de continuer à investir pour garder une guerre d'avance contre les incendies. Pour 2027, nous proposons ainsi tout à la fois :

- D'augmenter significativement les moyens humains, avec le recrutement de 21 sapeurs-pompiers professionnels supplémentaires,
- D'étendre le recours à l'hélicoptère bombardier d'eau, en nous donnant la possibilité de le faire intervenir dès le mois de juin, et de faire intervenir un deuxième appareil en cas de besoin ;
- Et enfin de renforcer notre plan de défense des forêts contre les incendies, en engageant un appel à projets spécifique en direction des communes, pour qu'elles engagent des travaux de DFCI financés jusqu'à 80%.

d) <u>Nous devons aussi être là pour aider les communes</u>

Pas plus que les communes, le Département n'a pas attendu l'été 2026 pour engager la rénovation énergétique des bâtiments publics. Mais dans ce domaine comme dans tous les autres il nous faudra accélérer.

Cet été, le Département a mobilisé 1 million d'euros, pour doubler là encore les aides de l'Etat en direction des établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées, et visant à s'équiper en climatiseurs pour protéger leurs résidents.

Mais l'adaptation des bâtiments ne doit pas concerner que ces établissements : les crèches, les écoles, les salles polyvalentes doivent être des lieux qui protègent lors des fortes chaleurs.

J'ajoute que cet été a révélé les fragilités de nos infrastructures sur le plan de leur alimentation électrique, qui étaient déjà apparues lors de la tempête Ciaran et qui n'ont pas été réglées.

Un rapport propose ainsi de lancer deux nouveaux appels à projets en direction des communes et des intercommunalités, chacun doté de 500 000 euros :

- Le premier pour financer à hauteur de 50% l'achat de générateurs électriques, y compris de grande capacité, pour sécuriser l'alimentation des services essentiels en cas de coupure ;

- Le second pour financer à hauteur de 50% l'équipement des bâtiments publics en climatiseurs, et toute autre solution permettant de garder le frais en cas de chaleurs extrêmes.

Je précise enfin qu'un plan spécifique est en cours d'élaboration s'agissant de nos collèges et de nos bâtiments départementaux, où nos agents ont aussi eu très chaud.

e) <u>Le Département est aussi présent sur d'autres fronts</u>

Ces trois rapports n'épuisent évidemment pas le sujet des crises auxquelles nous devons faire face.

- Je mentionne ainsi **l'approvisionnement en eau potable** qui est un sujet de très vive préoccupation. Je veux dire aussi aux Finistériens que la situation est très grave, que le risque de ruptures dans les prochains jours n'est pas écarté, et les appeler à réduire au maximum leur consommation d'eau dans leur vie quotidienne. Le plan Finistère eau potable, qui vise à sécuriser notre alimentation en réduisant notre consommation, et en stockant de l'eau en hiver quand nos rivières débordent, devra encore être accéléré, et j'ai fait récemment des propositions dans ce sens.

- Je mentionne aussi **la crise du carburant**. Nous avons soutenu et nous soutiendrons encore le pouvoir d'achat de nos agents au travers de primes exceptionnelles. Nous soutenons les services d'aide à domicile placés sous notre responsabilité, au travers d'une revalorisation de leurs salaires et de leurs indemnités kilométriques. Nous soutenons les pêcheurs en nous mobilisant pour obtenir – avec succès – la prolongation des aides au carburant, en ce moment à hauteur de 45 centimes par litre.

- **Je mentionne enfin la crise du logement** qui frappe durement les classes moyennes, et à laquelle nous répondons en augmentant notre effort de construction. Comme chaque année, nous présentons aujourd'hui un rapport sur le logement. Considérons, mes chers collègues, que les 3 millions que je vous propose de voter au bénéfice de Finistère Habitat, le bailleur social du département, portera le total de notre soutien depuis 2022 à 30 millions d'euros. Considérons que la plupart des collectivités bretonnes n'ont pas injecté un euro pour aider leurs bailleurs à construire davantage. Considérons que sans ces 30 millions de crédits, ce sont quasiment 1 000 logements qui ne seraient pas sortis de terre. Et continuons dans ce sens.

2. Des finances bien gérées qui permettent de continuer à agir

Toutes ces actions que nous déployons face aux crises ne sont possibles que parce que les finances du Département sont bien gérées et que nous avons les moyens de nos ambitions.

Et la décision budgétaire modificative que nous présentons aujourd'hui l'illustre.

Elle présente peu de changements par rapport au budget voté en début d'année, et le Finistère continue à avancer suivant le triptyque que vous connaissez bien : maîtrise de nos dépenses de fonctionnement malgré l'augmentation de budgets prioritaires, augmentation de nos dépenses d'investissement, diminution de la dette.

a) Des dépenses courantes maîtrisées, et des crédits supplémentaires pour répondre aux crises

Comme en 2025, nous ne présentons cette année qu'une seule décision modificative, et je remercie les services du Département qui ont amélioré le pilotage budgétaire de notre collectivité.

En fonctionnement, les dépenses sont tenues, et les recettes supplémentaires que nous enregistrons sont soit mises en réserve, soit utilisées pour financer la réponse aux crises que j'ai mentionnées, qu'il s'agisse des agriculteurs, des pompiers ou des diverses aides au carburant que nous avons mises en place.

b) L'investissement est confirmé à un niveau très élevé

Comme depuis le début du mandat, nous maintenons l'investissement à un niveau très élevé pour entretenir nos routes, moderniser nos collèges, soutenir les communes ou comme je le disais tout à l'heure pour construire de nouveaux logements. L'investissement est porté par cette décision modificative à 135 millions d'euros, pour sécuriser une exécution qui sera comprise entre 130 et 135 millions, autant d'argent qui contribuera aussi à donner du travail à nos entreprises et à créer de l'emploi pour les Finistériens.

c) Un Département très peu endetté

Je termine en confirmant que notre dette diminuera en 2026, quelque part entre 235 et 240 millions d'euros contre 300 millions en début de mandat. Que nous resterons, cette année encore, l'un des Départements les moins endettés de France. Et que nous commençons à dégonfler la facture du BEA des

Gendarmeries, petite bombe financière que nous ont léguée nos prédécesseurs, et que nous nous efforçons de désamorcer en y consacrant quasiment 5 millions d'euros dans cette décision modificative.

Voilà, mes chers collègues, la politique budgétaire que je vous propose de poursuivre. Elle nous donne les moyens d'agir. Elle ne comprend ni magie, ni artifice.

Mais elle est le reflet d'une conviction, c'est que pour faire des économies, il faut gérer l'argent public comme si c'était le sien, se souvenir que les petits ruisseaux font les grandes rivières, et qu'on peut toujours s'améliorer pour faire « mieux avec moins ».

* * *

Je vous remercie et j'ouvre les débats.